

Merci à audien

Membre du site www.devenez-fonctionnaire.fr

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Agent administratif

Épreuve n° : 2

Matière : Examen de personnalité

Date : 04/10/2016

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
16,00

à partir d'un dossier
économie collaborative et économie sociale
une quelle différence ?
Les formes d'économie se distinguent car elles mettent en jeu des pratiques et des valeurs. En cela, elles se démarquent de l'économie traditionnelle. Or, en regardant leur vocation et leur finalité, on s'aperçoit que l'économie collaborative et l'économie sociale diffèrent en bien des points. Ainsi, l'économie collaborative est à but lucratif, le profit est donc déterminant. L'ESS est guidée par l'intérêt général et le bien commun. L'économie collaborative se développe rapidement, suivant le schéma, les collaborateurs dans le projet de l'entreprise. L'ESS est plus humaine. De plus, la finalité diffère. L'économie collaborative vise à produire des services collectivement sans pour autant chercher à en tirer profit. L'ESS s'attache à répondre à une part plus importante d'usagers en favorisant la répartition du profit du capital et en étant au service de la collectivité. Elle est plus proche de la mission sociale que l'économie traditionnelle. C'est-à-dire que toutes les décisions et les actions qui sont prises dans la société. Rendre la société plus humaine en compte les impacts sociaux au-delà de l'ESS est de son obligation avec les valeurs de l'ESS doivent recréer un lien social un bon travail. Sans exemple commercial dans certains villages comme les ateliers collectifs ouverts à la société. L'économie collaborative est destinée aux personnes âgées dans les zones de ruralité.

Questions à poser d'un devoir

I. 1 Économie collaborative et économie sociale et solidaire : quelles différences ?

Ces deux formes d'économie se ressemblent car elles mettent en jeu des pratiques collaboratives. En cela, elles se démarquent de l'économie traditionnelle. Or, en regardant leur mode d'organisation et leur finalité, on s'aperçoit que ces types d'économie diffèrent en bien des points.

Premièrement, l'économie collaborative est davantage centrée sur un intérêt privé, le profit est donc davantage pris en considération. À l'inverse, l'ESS est guidée par l'intérêt général. De plus, le type d'organisation diffère. L'économie collaborative se base généralement d'une organisation pyramidale ; suivant ce schéma, les collaborateurs n'ont pas le même investissement dans le projet de l'entreprise. L'ESS a de son côté une organisation démocratique. De plus, la finalité diffère. En effet, l'économie collaborative vise à produire des services collectivement sans pour autant rendre collective cette production. À rebours de ce modèle, l'ESS s'attache à rendre les biens et services communs, impliquant une part plus importante d'usagers. Enfin, il y a des différences notables en matière de répartition du profit du capital et...

2. L'« utilité sociale » est avant tout, proche de la notion « d'intérêt général », mais elle est plus précise encore. C'est-à-dire que l'« utilité sociale » recouvre toutes les démarches et les actions qui vont pouvoir faire bouger les lignes dans la société. Rendre la société plus adaptée, ou plutôt plus capable à prendre en compte les risques inhérents au changement climatique. Le but de l'ESS est d'être en adéquation avec les mutations de la société, les valeurs de l'ESS doivent recréer si leurs actions répondent à un bien social, un bien commun. Par exemple la mise en place de mutuelles communales dans certains villages ruraux vise à pallier la précarité qui touche certaines couches de la société.

Enfin, il existe des mutuelles communales à destination des personnes âgées pour qu'elles puissent faire face à leur dépendance de santé.

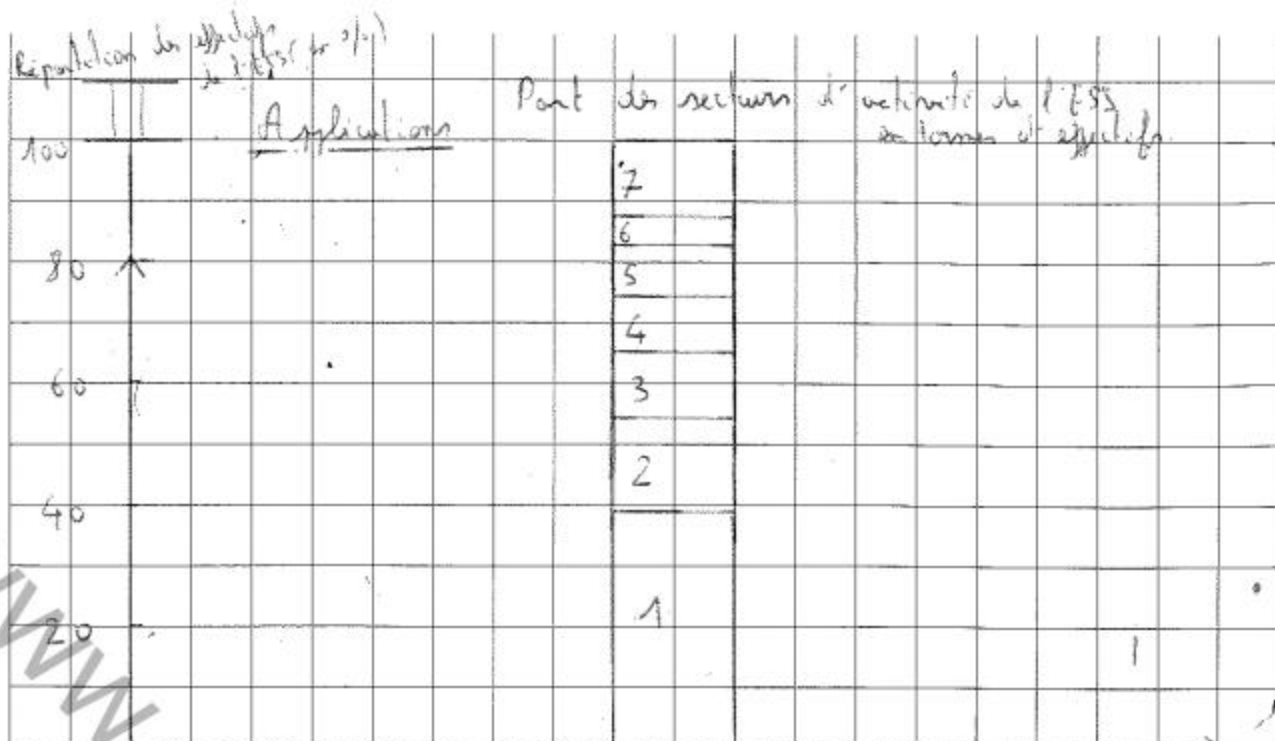
3. De 2005 à 2011, les financements publics en direction des associations ont passé de 34% en 2005 à 25% en 2011. Certains secteurs de l'ESS semblent plus impactés que d'autres. C'est le cas notamment des domaines des arts et spectacles ou encore le secteur de l'aide à l'emploi.

Pour les entreprises, il faut donc trouver des sources de financement alternatives. La mutualisation permet de mettre en commun les ressources. Une mutualisation des emplois est aussi envisageable en passant par un intermédiaire : un groupement d'employeurs. Cette pratique est dénommée, en France, que l'on trouve 3800 groupements d'employeurs en France. Ce modèle peut se montrer avantageux pour les petites entreprises qui ne possèdent pas d'une famille RH.

4. L'État s'est efforcé de donner un cadre légal à l'ESS.

Ainsi, la loi du 24 juillet 2013 donne une reconnaissance importante à l'ESS. Cette loi offre une reconnaissance juridique aux entreprises s'inscrivant dans l'ESS, leur champ d'action est délimité. Il y a donc un dessin politique en direction de l'ESS qui vise à reconnaître et à prendre en compte les dynamiques locales. L'objectif est de pérenniser l'ESS en consolidant un réseau de valeurs de l'ESS pour que leur action s'inscrive dans le temps. Bien que l'État ait réduit ses financements de 2005 à 2011, son concours demeure important via sa banque publique d'investissement (BPI).

De plus, la loi du 11 décembre 2015 institue un dialogue à l'économie sociale et solidaire qui joue un rôle de médiation économique. Il promeut ainsi l'innovation sociale notamment en supportant les idées locales et les valeurs de l'ESS.

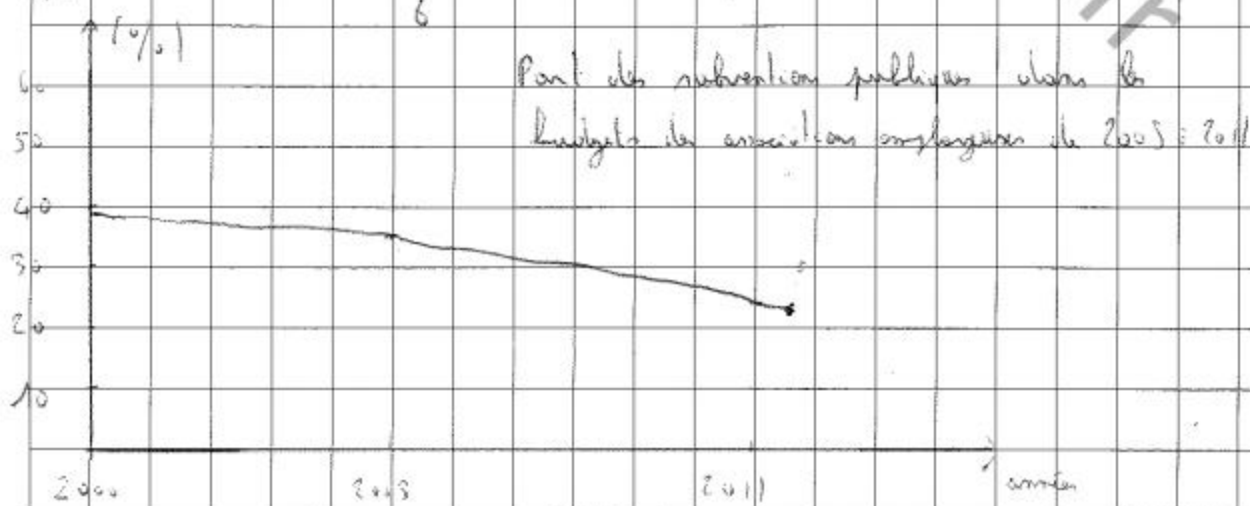


1. Activité agricole
2. Entreprise
3. Activités de services et d'assurance
4. Non classé
5. Santé
6. Services aux entreprises
7. Autres

2. Le pourcentage 96,8% est obtenu de la part des mises et établissements ou 5 valeurs dans le secteur privé, n'ont pas le lien avec l'ESS. 35,3% part des valeurs de petits établissements rattachés à l'ESS.

3. Cette part représente en 2015 en valeur ajoutée

4.
$$\text{part} = \frac{10 \times 100}{6} = 166 \text{ milliards d'euros en valeur ajoutée}$$



Rédaction

Les profondes mutations de la société française rend le rôle des acteurs de l'ESS déterminant. La société se détache de plus en plus de l'économie classique pour adopter un mode de consommation de biens et de services plus pragmatique, en faisant jouer la concurrence et en privilégiant l'ESS.

En quoi l'ESS se montre attentive aux besoins de la société et a-t-elle sa place dans le long terme de l'économie ?

Mais interrogeons dans une première partie les problématiques auxquelles sont confrontés les acteurs de l'ESS, puis nous verrons que l'ESS est un modèle qui est né et se présente en tant que modèle incontournable.

En fait il paraît que l'ESS prend bien en compte les besoins de la société et possède un champ d'action élargi. Ainsi, tous les secteurs de la société sont couverts par l'ESS. Le champ de l'action sociale représente un poids important en fournissant des services adaptés aux problématiques professionnelles. Par exemple, l'activité d'accueil de jeunes enfants répond à une demande des familles, qu'elle soit monoparentale ou non. Concernant l'aide aux personnes âgées, il y a là aussi des services adaptés pour venir du bien social. Ainsi, l'aide à domicile répond à la fois à la problématique de la mobilité liée à l'âge mais aussi à l'isolement que rencontrent les personnes âgées en leur des cas - que cela soit en ville ou la campagne. Ce qui est avec ces exemples concrets, l'ESS permet de répondre à la fois socialement et économiquement à l'échelle locale dont on voit que parfois les structures manquent. L'être humain est replacé au cœur de l'économie et ressort d'un concept concret que l'ESS a son propre qualification.

L'ESS agit alors à l'échelle locale, mais se préoccupe de l'intérêt ^{général} et n'omet aucun secteur de la société. Elle a donc une utilité sociale \approx avérée. Les acteurs de l'ESS prennent en charge la majorité des établissements d'accueil d'enfants.

handicapés. Le rôle des éducateurs spécialisés est crucial pour parvenir à aider les enfants handicapés à vivre une scolarité normale. En matière d'agriculture, par le biais de coopératives, l'ESS répond à une problématique concrète : comment faire parvenir les agriculteurs à faire de leur travail. Dans une actualité marquée par les crises budgétaires, on voit ainsi le rôle moteur de l'ESS en ce domaine.

Si l'ESS répond aujourd'hui à des besoins concrets, il faut sans cesse qu'elle prenne en compte les aspirations de la société pour répondre à ses attentes. Nous allons voir dans la partie suivante, les perspectives d'avenir pour cette économie.

Récemment votée, la loi du 1^{er} août 2016 donne une portée et une assise juridique à l'ESS. L'Etat a donc bien perçu l'importance de ce secteur qui représente 10% du PIB et qui emploie 2,3 millions de salariés. Pour que l'ESS se pérennise, il faut que les acteurs qui la constituent soient dotés d'un statut et aient l'assurance que leur emploi n'est pas délocalisable.

Ainsi, cette loi vise directement la création et l'emploi dans l'ESS dont on sait que cette économie crée plus d'emplois que l'économie classique. Cette loi donne des milliers de subventions à l'ESS en la dotant de politiques de développement local durable. Le mot d'ordre est à l'innovation et au développement local.

Malgré cette loi, un des principaux défis qui a retardé l'ESS est le financement. Avec le désengagement progressif de l'Etat, les acteurs de l'ESS doivent se tourner vers des sources de financement alternatives. Ils doivent ainsi et le moment n'est certainement pas venu pour poursuivre un tel modèle économique. A contrario, les groupements d'employeurs (GE) représentent un modèle plus viable pour permettre le financement interne de l'ESS, en partenariat avec l'Etat. Concrètement, le GE permettrait de mutualiser les coûts et de doter les structures de l'ESS des outils indispensables à leur fonctionnement (comptabilité, secrétariat...).

Par son action qualitative et son grand rayon d'action, l'ESS est parvenue en quelques années à devenir un modèle incontournable. Les faiblesses structurelles de ce modèle ne sont pas ignorées, l'intérêt central de ce modèle sera le financement. La diversité, en répondant aux besoins de plus en plus nombreux et divers, n'a altérée la force de l'ESS dont la finalité n'est pas le profit immédiat mais et surtout pour l'intérêt général.

www.devenez-fonctionnaire.fr